

SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2026

DÉCLARATION D'ACTUALITÉ

La CGT a rappelé le contexte sociétal explosif lié à la vie chère et au délitement des services publics. **EDF n'est pas en reste** : effectifs insuffisants, surcharge d'activité, conditions de travail dégradées, pendant que le gouvernement exige de nous une production maximale pour l'hiver, tout en promettant à la population un prix de l'électricité stable qui n'est que fumisterie.

En effet, après les +2,5 % en août, il y aura +3 à +4 % d'ici février 2027. Les factures ont doublé, pas les coûts de production : **cela démontre à nouveau qu'il faut sortir du marché !**

Si l'**offensive sur le Tarif Agent** a été stoppée par l'action historique du 15 septembre, les recommandations de la Cour des comptes restent une menace sur nos garanties collectives, malgré la réponse à la CGT du PDC qui assure ne pas avoir l'obligation de les appliquer systématiquement.

Mais il démontre l'inverse sur notre rémunération : les 4 fédérations ont quitté la réunion de Branche du 15 octobre, face au refus de rehausser le **SNB 2026 fixé à 0,5 % pour 3,1 % d'inflation**.

La CGT a revendiqué une revalorisation du SNB assurant maintien et rattrapage du pouvoir d'achat pour la prochaine réunion de branche du 5 novembre, une **enveloppe de NR de haut niveau** pour les mesures salariales 2027, et de réelles marges de manœuvre sur les négociations TAMA et Ega-Pro.

Solidaire des revendications, et au côté de la jeunesse mobilisée et réprimée depuis le 18 septembre, **pour nos services publics et nos salaires, la CGT appelle l'ensemble du personnel d'EDF à participer massivement aux manifestations du 24 octobre et à la journée interconfédérale du 5 novembre.**

PASSAGE DE L'HIVER 2026-2027 (ANALYSE DEGEST/IED)

Pour la CGT, le passage de l'hiver ne résume plus la sécurité du système électrique.

L'expertise IED/DEGEST le dit sans détour : le risque s'étale désormais sur toute l'année.

Le printemps, nouvelle saison à risque. **519 heures de prix négatifs de janvier à fin août 2026** (plus que sur toute l'année 2025) et une modulation du parc nucléaire qui « a semble-t-il déjà atteint une limite ». Paradoxe : en pleine surproduction, sept réacteurs doivent rester en service pour tenir la tension, en produisant à perte. **Le marché nous fait marcher sur la tête.**

Le THF, toujours plus sollicité, jamais rémunéré. 4,1 TWh produits cet été (près du double de 2024), pour un déficit de 500 M€ par an. Les machines s'usent : Blénod indisponible en ce début d'hiver et la SPEM qui fatigue (la FNME-CGT soutient les agents concernés). Un mécanisme de capacité limité et qui ne sert pas en l'état un THF restant indispensable toute l'année.

L'été 2026, le plus chaud jamais mesuré. Il y a eu plus de 10 TWh d'indisponibilité climatique du nucléaire (record : 6 TWh en 2003), pointe estivale de 60 GW, prix supérieurs à ceux de l'hiver. La CGT demande à la direction sa stratégie sur le positionnement des arrêts de tranche (retour à venir).

L'hydraulique, richesse stratégique. Face aux 6 GW de capacités ouverts à d'autres acteurs privés, sa valeur commerciale ne doit jamais être dissociée des moyens humains et industriels qui la produisent.

L'hiver 2026-2027 : des marges suffisantes, des fragilités réelles. 26 GW de marge, mais des réserves hydrauliques France historiquement basses, un THF malade, Flamanville 3 à l'arrêt pendant un an et une nouvelle hausse des tarifs annoncée par la CRE pour février 2027.

La CGT exige le renforcement du plan ADAPT intégrant le REX de l'été 2026, la décarbonation du THF, l'entretien et la montée en puissance de l'hydraulique (STEP comprises), et une optimisation du mix dans une logique de service public et de juste prix. **Le risque majeur de cet hiver pourrait bien être le risque social : celui d'une modération énergétique du travail imposée par le positionnement patronal.**



SÉANCE DU 22 OCTOBRE 2026

RESTITUTION DE L'EXPERTISE LIBRE – ÉQUIPEMENTS PÉRIPHÉRIQUES À LA PRODUCTION (NUCLÉAIRE, THERMIQUE, HYDRAULIQUE)


PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

29 OCTOBRE - CSSCT C
6 NOVEMBRE - CSEC
13 NOVEMBRE - COM SI
17 NOVEMBRE - CSSCT C

A VOS AGENDAS

24 NOVEMBRE
RENCONTRE DES
SECRÉTAIRES CPS

ACTION EN JUSTICE
DE LA FNME-CGT



Le discret décret du 12 juin 2026 plafonne à 4 ans l'indemnisation des victimes d'accidents du travail et de maladies professionnelles, menaçant directement les garanties du Statut des IEG.
Cette réforme fait primer une logique comptable sur la réalité médicale, laissant les salariés victimes du travail sans droits une fois le délai écoulé.

Votée en septembre 2025 à l'initiative de la CGT (la CFE avait voté contre ...), l'expertise DEGEST dresse l'état des « orphelins de maintenance » – levage, stations déminéralisées, laveries, ventilations, systèmes incendie ... – sur les trois parcs de production pilotable.

Une expertise entravée. Trois entretiens accordés pour un rapport de 200 pages, aucun document côté thermique. Ce sont les élus qui ont ouvert les portes : une trentaine d'entretiens et trois journées d'observation. La CGT a dénoncé ce verrouillage, notamment côté DPNT qui juge « agaçant » d'avoir autant d'expertises, et prévenu que les motifs d'expertise légale ne manqueraient pas si cette posture d'obstruction perdurait.

Un mécanisme bien identifié. Partout où la finance a pris le pas sur l'industriel, la dette technique s'accumule : reports, palliatifs permanents, dégradations banalisées. Ce sont les agents et nos collègues prestataires qui compensent chaque jour.

Nucléaire : 80 % de sous-traitance de la maintenance. **Déminéralisées :** zéro station à l'état attendu et 9 « très insatisfaisantes » ; à Paluel, deux agents brûlés à l'acide et 600 m³ rejetés dans la nature. **Laveries :** fuites, linge mouillé en arrêt de tranche, prestataires usés par les TMS. **Ponts roulants :** 30 constats Caméléon en dix mois rien que pour l'ULM, deux collisions de ponts, arrêt d'urgence HS, câbles de pont polaire remplacés quatre ans de suite sans analyse, Visites Générales Périodiques tamponnées sans moyens d'accès pour les contrôles ni charge d'essai, avec des réserves jamais levées mais des matériels remis en service.

Thermique : heures de fonctionnement divisées par 2 mais démarrages/arrêts doublés des CCG sur un an. Au THF, le personnel doit faire grève pour que les machines soient entretenues. Blénod redémarrera début décembre avec une turbine réparée provisoirement.

Hydraulique : investissements (2015 - 2022) en baisse de 7,8 % VS EBITDA multiplié par 4. Faute de temps, le passage de ce volet est reporté au CSEC du 17 décembre, en plénière avec PV, comme l'a exigé la CGT.

Les réponses de la direction. La DPN ne conteste pas le mécanisme mais affirme que le préventif « n'a cessé d'augmenter » et met en avant le programme patrimonial de START V2. Pour elle, « le chemin critique, ce n'est pas le budget » ; la CGT a rappelé que les chargés d'affaires l'ont parfois épuisé dès mars. **La DPN reconnaît qu'il « est inacceptable » de lever des charges avec un pont non requalifié et s'engage à saisir la direction d'unité et l'Apave.** La DTEAM renvoie à une analyse « en cours », comme à chaque fois. Suite en commission production le 24 novembre avec le directeur de la DPN, puis retour en CSEC.

La CGT a exigé un bilan exhaustif de la dette technique, un budget national pour les orphelins de maintenance, des budgets de maintenance courante augmentés durablement, des recrutements associés avec réinternalisation des compétences, des plans de résorption partagés et imposés à chaque unité, couplés à des plans de désamiantage et de réduction des dérogations aux règles vitales.

Et un engagement ferme : une VGP non conforme = matériel indisponible + contre-visite !

